

jours. Pour terminer, j'exprime l'espoir que tous les députés encourageront les gens qui envisagent de partir en voyage en pleine saison à demander leurs passeports dès à présent, ce qui facilitera grandement les choses.

#### LE PRIX DE L'AIDE À CEUX QUI DEMANDENT DES PASSEPORTS

**M. W. M. Howe (Wellington-Grey):** Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire. Il y a quelques jours, j'ai posé une question à propos d'une rumeur selon laquelle des agents de voyages demandaient \$5 pour faire obtenir rapidement les passeports. Le ministre a-t-il entendu parler de cela?

**Une voix:** C'est de l'escroquerie.

**L'hon. M. Stanfield:** De la part du ministre?

**L'hon. M. Hees:** Avez-vous entendu ce qu'il a dit de vous? Démontez-le. L'affaire est grave.

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, contrairement à ce que disait l'article, cette initiative n'a pas été encouragée par le bureau des passeports. Les formalités d'émission sont expédiées le plus rapidement possible et le passeport est émis au tarif régulier soit directement soit par l'intermédiaire d'une agence de voyages. Les retards d'émission sont généralement attribuables aux erreurs ou aux omissions que présente la formule de demande. Les requérants sont libres d'avoir recours aux agences de voyages pour remplir la formule et la faire parvenir au bureau des passeports. Les bureaux locaux de Montréal, de Toronto et de Vancouver pourront prêter conseil et assistance dans les cas urgents. Je tiens à ajouter que l'organisme nous a expliqué, à nous du moins, que ce service ne s'adressait pas au public en général, mais aux agences de voyages des autres régions du pays. Le gouvernement canadien n'est pas du tout en faveur de cette initiative, et je conseille aux gens de ne pas gaspiller leur argent.

[Plus tard]

#### L'OUVERTURE D'UN BUREAU DES PASSEPORTS À VANCOUVER

**M. Grant Deachman (Vancouver-Quadra):** Je voudrais poser une question supplémentaire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre peut-il dire si des arrangements spéciaux sont faits pour aider les gens de Vancouver à obtenir des passeports?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Oui, monsieur l'Orateur. Nous avons l'intention d'établir un bureau à

[L'hon. M. Sharp.]

Vancouver qui ouvrira sous peu et qui s'occupera notamment des cas d'urgence. J'espère que les autres requérants continueront à utiliser les installations ordinaires et qu'ils n'attendent pas à la dernière minute pour le faire.

#### LE LOGEMENT

##### L'ÉTABLISSEMENT D'INSTITUTIONS PUBLIQUES D'ÉPARGNE ET DE PRÊTS HYPOTHÉCAIRES

**M. Rod Thomson (Battleford-Kindersley):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre d'État chargé de l'habitation. Envisage-t-on d'établir un réseau d'institutions d'épargne et de prêts hypothécaires appartenant à l'État et conçu spécialement pour desservir le marché des hypothèques résidentielles à l'échelle régionale?

**L'hon. Robert K. Andras (ministre d'État):** On n'envisage pas cette initiative pour le moment, monsieur l'Orateur, mais je crois qu'on étudie diverses solutions de ce genre.

#### LA CONSTITUTION

##### LES PROVINCES ET LA POLITIQUE AGRICOLE ET PÉTROLIÈRE—LES TRANSPORTS

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre des Approvisionnements et des Services. Ferait-il bientôt une déclaration à l'appel des motions pour exposer les politiques en matières de blé, de pétrole, de transports et de constitution? Expliquerait-il par la même occasion comment ses vues diffèrent de celles qu'exprime le gouvernement du Québec sur l'autorité provinciale?

**L'hon. James Richardson (ministre des Approvisionnements et des Services):** Monsieur l'Orateur, à mon avis, il n'y a pas lieu de faire une déclaration à l'appel des motions.

#### LA POLLUTION

##### L'ÉLIMINATION DU PHOSPHORE PAR LES USINES EXISTANTES DE PURIFICATION DES EAUX USÉES

**M. Lloyd R. Crouse (South Shore):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources au sujet de la pollution. Étant donné que la Commission conjointe internationale a déclaré que seulement 2 p. 100 de tout le phosphore qui s'infiltré dans les lacs Érié et Ontario vient de l'emploi de détergents par les Canadiens, alors que 90 p. 100 de tout le phosphore dans les égouts devrait être éliminé afin de contrôler la croissance des algues dans les lacs, quelles recommandations